

La puissance militaire américaine

Yves Boyer *

En mai 2003, sénateurs et membres de la Chambre des représentants ont massivement approuvé le budget militaire de 400 milliards de dollars pour l'année fiscale 2004. Depuis que le président Bush a été élu, les dépenses militaires américaines ont augmenté de 20 %, sans compter le coût de la guerre d'Afghanistan et d'Irak. Désormais, les États-Unis représentent 45 % des dépenses militaires mondiales, surpassant de loin toute autre puissance. Ils devancent les Quinze de l'Union européenne (environ 150 milliards de dollars), la Chine (46 milliards), le Japon (36 milliards), ou encore la Russie (60 milliards). Cet énorme investissement, qui ne représente cependant que 3,5 % du PNB américain, ne suscite aucun débat particulier aux États-Unis. Tout au contraire : les sénateurs aussi bien que les membres de la Chambre des représentants ont décidé d'ajouter 1,7 milliard de dollars au budget déjà considérable qui leur était proposé par le Pentagone. La ferveur patriotique d'une Amérique qui se considère en guerre depuis le 11 septembre 2001 explique cette unanimité ¹.

*** Yves Boyer**

est directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), président de la Société française d'études militaires, professeur associé à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et maître de conférence à l'École polytechnique.

¹ Le président du sous-comité des forces armées pour les forces tactiques, Curt Weldon, a bien résumé le sentiment général qui prévaut à cet égard aux États-Unis, en déclarant que « ce budget est celui des patriotes américains. C'est celui des héros américains. De Kaboul à Bagdad, nos filles et nos garçons font un travail fantastique et nous les félicitons en approuvant ce budget » Cité par Dan Morgan et Walter Pincus, « High Cost of Defense Plan Gets Little Discussion », *Washington Post*, 26 mai 2003.

Les États-Unis disposent de forces militaires sans égales tant en quantité qu'en qualité. Mais au-delà du nombre de chars, d'avions ou de navires, la puissance militaire américaine repose sur une remarquable structure de commandement à vocation planétaire.

1. Une structure de commandement planétaire

Les débuts de la guerre froide ont contraint les Américains à développer une stratégie planétaire dont les aspects militaires reposent sur la définition et la mise en place de structures de commandement appropriées. C'est en effet sous la pression de la menace communiste et, à l'époque, de la faiblesse de leurs alliés que les États-Unis ont été amenés à prendre la tête de coalitions d'États qui, de la Norvège au Japon, ceinturaient l'Union soviétique et ses alliés. Alors que Staline n'avait pas procédé à la démobilisation des forces soviétiques en 1947 et inquiétait le camp occidental par ses discours et ses intentions, les Américains mettaient sur pied des structures de commandement politico-militaire qui, dans leurs grandes lignes, sont demeurées intactes jusqu'à nos jours.

Par le *National Security Act* de 1947, le président des États-Unis, chef des Armées, dispose d'un conseiller pour la sécurité nationale – placé à la tête du National Security Council, dirigé aujourd'hui par Condoleezza Rice –, d'un appareil de renseignement – la Central Intelligence Agency (CIA) –, placé actuellement sous la responsabilité de George Tenet et, pour les affaires militaires, d'un National Military Establishment qui deviendra le département à la Défense – Department of Defense (DoD) –, aujourd'hui dirigé par Donald Rumsfeld.

Au sein de l'énorme machine qu'est le Pentagone – deux millions de personnels militaires et civils d'active ² –, quatre grands acteurs se partagent les responsabilités et se trouvent le plus souvent en compétition les uns avec les autres, soit pour le contrôle des forces, soit pour le partage du budget.

Le premier de ces acteurs est le secrétaire à la Défense lui-même. Numéro deux dans la chaîne de commandement après le président, D. Rumsfeld est également responsable de la gestion du Pentagone. À ce titre, il prépare et exécute le budget. Il est soutenu dans l'accomplissement de ses différentes tâches par environ deux mille personnes qui forment le bureau du secrétaire à la Défense – Office of the Secretary of Defense (OSD). Parmi ses proches collaborateurs, le

² À la fin de 2002, 1 398 000 militaires d'active servaient dans les forces armées (481 000 dans l'armée de terre, 381 000 dans la marine, 362 000 dans l'armée de l'air, 172 000 dans le corps des marines et 37 000 dans les Coast Guards). Les effectifs civils s'élevaient à 667 000 personnes. *Defense Almanac*, <http://www.defenselink.mil/pubs/almanac/unified.html>

secrétaire adjoint a pour rôle traditionnel la gestion du Pentagone au quotidien. Il n'est habituellement pas une figure politique notable mais plutôt un « manager » avec une forte expérience acquise au sein du Pentagone. Ce n'est pas le cas actuellement de l'actuel secrétaire à la Défense adjoint, Paul Wolfowitz, qui est, en effet, un des « faucons » les plus durs mais aussi les plus brillants de l'administration Bush, et qui joue un rôle politique considérable.

Les trois « départements ministériels » (terre, air et mer) forment le second acteur au sein du DoD. Chacun a une structure hiérarchique double – civile et militaire. C'est ainsi que l'armée de terre a, à sa tête, un secrétaire civil et un chef d'état-major. Dans la réalité, les secrétaires ne jouent plus de rôle significatif. Ils sont le plus souvent nommés à ce poste par le président qui veut remercier des personnalités qui l'ont soutenu pendant la campagne présidentielle. Le chef d'état-major est quant à lui chargé de la préparation des forces au combat et de leur équipement. Le secrétaire à la Marine exerce lui une double tutelle : celle de son armée (Navy), mais aussi celle du corps des marines.

Le troisième acteur dominant au sein du Pentagone est le Comité des chefs d'état-major (Joint Chiefs of Staff, JCS). Il est composé des chefs d'état-major des quatre armées – terre, air, marine et corps des marines –, d'un vice-président (depuis 1986) et d'un président, aujourd'hui le général Richard Meyers. Le JCS agit comme une sorte de conseil d'administration et, en tant qu'organe constitué, n'a pas de responsabilité opérationnelle. Seul son président, qui est le conseiller militaire du président des États-Unis, est dans la boucle opérationnelle : les ordres du chef de la Maison-Blanche, chef des armées, ou ceux émanant du secrétaire à la Défense, transitent par le président du JCS³.

Le rôle du JCS est triple. Il traduit en termes militaires les recommandations politico-stratégiques qui émanent du président et veille à leur bonne articulation avec les forces armées. En second lieu, il amorce le processus de décision budgétaire au sein du Pentagone à partir des orientations du président et du secrétaire à la Défense. La maquette budgétaire est ensuite discutée par les différentes armées – les *Services* –, les bureaux du secrétaire à la Défense et enfin le Congrès, qui ne se prive pas de l'amender. Ces discussions sont extrêmement complexes et donnent lieu à d'âpres négociations destinées à se partager un « gâteau » budgétaire qui, pour l'année fiscale 2003, était de 372 milliards de dollars, en autorisations de paiement. En dernier lieu, le JCS prépare, à partir des directives de la Maison-Blanche, le document central qui synthétise, à un moment donné, la « grande »

³ Le rôle du président du JCS a été singularisé et amplifié à l'occasion du *Goldwater-Nichols Department of Defense Reorganization Act* de 1986 qui, pris sous l'impulsion du Congrès, a modifié sensiblement le fonctionnement interne du Pentagone afin de dynamiser une structure devenue trop bureaucratique et à la gestion défectueuse.

stratégie américaine, l'*Unified Command Plan* (UCP), qui assigne aux forces américaines des rôles spécifiques en fonction des directives politiques et divise la planète en grands théâtres d'opérations militaires à la tête desquels, dès le temps de paix, se trouvent des commandants de théâtre (Commander in Chief - CinC) placés à la tête de « commandements unifiés ». L'UCP est mis à jour périodiquement pour tenir compte des évolutions politico-stratégiques. La dernière version date d'octobre 2002.

Les commandements unifiés représentent le quatrième grand acteur au sein du Pentagone. Ces grands commandements sont soit à vocation opérationnelle et géographique (Unified Combatant Command), soit à vocation fonctionnelle. Cette architecture est sans équivalent et fonde la puissance militaire américaine, qui peut être ainsi mobilisée avec un préavis très bref pour intervenir en n'importe quel point de la planète.

Encadré

Les commandements unifiés

Les forces combattantes américaines dépendent, pour leur emploi opérationnel, de neuf grands commandements. Cinq sont à vocation géographique (Unified Combatant Commands ¹) :

- Le *Northern Command* (créé le 1^{er} octobre 2002, en réponse aux attentats du 11 septembre 2001) : son quartier général est situé à Colorado Springs, dans le Colorado. Il est chargé d'assurer la sécurité ainsi que la défense aérienne, terrestre et maritime des États-Unis. Sa zone de responsabilité couvre toute l'Amérique du Nord (Canada, États-Unis, Mexique).
- Le *Southern Command*, créé en novembre 1947, est responsable des opérations militaires pour la zone de l'hémisphère sud des Amériques, son quartier général est implanté sur la base aérienne de MacDill en Floride. Sa zone de responsabilité couvre tout l'hémisphère sud (32 pays).
- Le *Pacific Command* (Pacom) a été créé en janvier 1947, son quartier général est à Honolulu. Sa zone de responsabilité couvre 169 millions de kilomètres carrés et 60 % de la population mondiale. Il s'étend de l'Arctique à l'Antarctique, de la côte ouest des États-Unis à la côte est de l'Afrique, et couvre la Chine, l'Inde et le Japon.
- Le *Central Command* (Centcom) a été créé en janvier 1983. Son quartier général est aussi implanté sur la base aérienne de MacDill en Floride. Il s'étend de la Corne

¹ Un Unified Combatant Command rassemble deux ou plusieurs armées (terre, air, marine ou Marine Corps), assume un ensemble de missions pour une durée indéterminée. Il est normalement organisé sur une base géographique qui définit sa zone de responsabilité.

de l'Afrique jusqu'aux confins de l'Asie centrale et couvre 25 pays⁴. C'est le *Central Command* qui a été en charge des opérations tant en Afghanistan (en 2002) qu'en Irak (en 2003).

- Le *European Command* (Eucom) a été créé en 1951. Il couvrait initialement l'Europe occidentale et depuis la fin de la guerre froide, il s'étend à 93 pays du Groenland jusqu'à l'Afrique du Sud et de l'Irlande jusqu'à la Russie. Israël, le Liban et la Syrie lui sont rattachés. Son quartier général est en Allemagne, à Stuttgart. Le chef du Eucom est également chef des forces alliées en Europe de l'OTAN (Supreme Allied Commander in Europe- Saceur).

Quatre commandements unifiés sont à vocation fonctionnelle :

- Le *Strategic Command*, créé en 1946, a été profondément transformé à la fin de la guerre froide, notamment lors de la révision de l'UCP de 2001, lorsqu'il fut décidé de fusionner les anciens commandements pour l'espace et pour les forces stratégiques. Il est chargé, outre des forces nucléaires américaines, des opérations militaires spatiales et de tout ce qui touche à la « guerre informatique ». Son quartier général est situé sur la base d'Offut dans le Nebraska.

- Le *Transportation Command*, créé en avril 1987, regroupe l'ensemble des moyens de transport aérien et maritime militaire américains. Les États-Unis, en effet, sont bordés par les océans et les forces qu'ils déploient outre-mer doivent recevoir des renforts en hommes et en matériels en cas d'opérations militaires d'envergure. Le quartier général du *Transportation Command* est situé sur la base aérienne de Scott dans l'Illinois.

- Le *Special Operations Command* regroupe l'ensemble des forces spéciales américaines (environ 40 000 hommes). Son quartier général est également situé sur la base aérienne de MacDill en Floride.

- Le *Joint Forces Command* a été créé en octobre 1999. Son quartier général est implanté à Norfolk, en Virginie. Sa mission est de faciliter la « transformation » des forces armées américaines, l'expérimentation de nouveaux concepts, l'entraînement interarmées et l'interopérabilité entre les forces américaines elles-mêmes et avec les forces alliées. Le commandant en chef du *Joint Forces Command* est donc également, au titre de l'OTAN, le *Supreme Allied Command for Transformation*.

Y. B.

⁴ Les pays qui sont du ressort du *Central Command* sont les suivants : Kirghizistan, Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Afghanistan, Pakistan, Iran, Irak, Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Oman, Yémen, Arabie saoudite, Jordanie, Égypte, Soudan, Érythrée, Djibouti, Somalie, Éthiopie, Kenya.

2. La source de la puissance militaire américaine contemporaine

Le haut responsable militaire (*Commander in Chief* - CinC), placé à la tête d'un commandement unifié, assume des responsabilités considérables. C'est en quelque sorte un « proconsul » qui représente les États-Unis et dirige leur bras armé dans une région donnée. Par sa faculté à mobiliser des moyens militaires considérables, tant en quantité qu'en qualité, il joue, dans les affaires de paix et de guerre, un rôle bien supérieur aux différents ambassadeurs américains dans sa région. Son pouvoir découle de sa proximité avec le président, dont il reçoit les ordres directement ou par l'intermédiaire du secrétaire à la Défense. Ainsi, toute une gamme de moyens stratégiques, opératifs – pour préparer la bataille sur un théâtre d'opérations – ou tactiques peut venir renforcer les moyens mis à disposition d'un commandant de théâtre (CinC). Non seulement il est détenteur de pouvoirs et de forces considérables mais, de surcroît, il peut utiliser les moyens américains de renseignement, d'évaluation de situation et de commandement, qui tous ne dépendent pas du Pentagone et dont le budget global équivaut au budget militaire français, c'est-à-dire de l'ordre de 33 milliards de dollars par an.

Des moyens satellitaires viennent aider à l'évaluation d'une situation, à la collecte et au traitement du renseignement et à la planification d'opérations complexes. C'est ainsi que durant la guerre en Irak au printemps 2003, le général Franks, commandant en chef du CentCom, disposait d'environ 33 000 spécialistes mobilisés pour faire fonctionner des moyens satellitaires et traiter les informations collectées. Ces moyens spatiaux sont largement complétés par des drones (avions sans pilote) de reconnaissance et par des avions de collecte de renseignement, notamment les RC-135 *Rivet Joint*, qui sont chargés de dresser l'ordre de bataille électronique de l'ennemi et d'intercepter ses communications⁵. Quatorze de ces appareils sont opérationnels. Il faut y ajouter les avions E8-JSTARS, capables de détecter tout mouvement de forces terrestres ennemies, et les AWACS E-3B, chargés de la détection et de la conduite des opérations aériennes. Parmi les puissances militaires évoluées, seules la Grande-Bretagne et la France disposent d'avions d'un type équivalent aux RC-135.

Avec une structure de commandement sans égale, la supériorité militaire américaine réside dans la détention et l'utilisation d'« outils multiplicateurs de force », dont les systèmes complexes de reconnaissance, de traitement des informations et de conduite des opérations que l'on connaît sous l'acronyme de C4ISR (*Command*,

⁵ Dix types différents de drones ont été utilisés par les Américains durant la guerre contre l'Irak au printemps 2003.

Control, Communication, Computer - Intelligence, Surveillance, Reconnaissance). Ces moyens technologiques très sophistiqués donnent aux forces américaines un avantage décisif face à un adversaire qui non seulement en serait dépourvu mais qui de plus ne serait pas en mesure d'interdire aux Américains de s'en servir soit en les brouillant soit en les mettant hors d'usage.

Les possibilités de ces différents capteurs, senseurs et centres de traitement des informations évoluent constamment. Ils permettent de planifier des opérations militaires brèves et de haute intensité laissant très peu de temps à l'adversaire pour réagir, le conduisant ainsi graduellement à perdre l'initiative sur le champ de bataille. Par exemple, lors de la guerre du Golfe en 1991, il fallait plusieurs heures pour transmettre les ordres pour les opérations aériennes des prochaines 24 heures (ATO-*Air Tasking Order*) ; l'emploi du réseau internet (sécurisé) a permis, lors de la guerre contre l'Irak en 2003, de réduire ce temps à moins de dix minutes. De la même façon, les délais entre le repérage d'une cible et son attaque ne sont plus désormais que de quelques dizaines de minutes.

Autant, sinon plus, que la quantité de matériels, une structure appropriée de commandement et le savoir-faire américain de planification et de conduite d'opérations militaires complexes, grâce à des outils technologiquement très évolués, confèrent aux forces armées des États-Unis un avantage sur tout adversaire potentiel. Les Européens, qui travaillent aujourd'hui à la transformation de leurs appareils militaires, doivent sans aucun doute s'inspirer de ce qui se fait aux États-Unis, sans pour autant chercher à le reproduire. En effet, les Européens sont dans une situation géopolitique différente de celle des États-Unis et leurs besoins de sécurité sont spécifiques. Il leur faut inventer un mode de guerre « *made in Europe* » qui emprunte au modèle américain certaines caractéristiques sans pour autant le dupliquer. Les Américains ont culturellement toujours privilégié l'accumulation d'un matériel de grande qualité, alors que les Européens, sans renoncer à cette caractéristique, ont toujours joué davantage sur le facteur humain : l'entraînement et la motivation du corps des officiers et des sous-officiers.